



Pratiques contraceptives chez les jeunes filles scolarisées à Abidjan au prisme des rapports de pouvoir inégalitaires

*Contraceptive practices among young girls attending school in Abidjan through the prism of
unequal power relations*

N'Guessan Louis Franck Yao

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Email : franckyao701@gmail.com

Orcid id : <https://orcid.org/0009-0006-6413-8342>

Zamblé Théodore Goin Bi

Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire

goinbited@gmail.com

Orcid id : <https://orcid.org/0000-0002-1325-7062>

Résumé : La persistance de la grossesse en cours de scolarité constitue l'une des causes majeures de la déperdition scolaire des jeunes filles. Cette situation aurait pu être prévenue si les jeunes filles, ayant une vie sexuelle active, utilisaient de manière régulière et appropriée les moyens de contraception. Elles se retrouvent le plus souvent dans des relations avec des partenaires sexuels où elles n'ont pas toujours le pouvoir de décision. Elles sont souvent victimes de rapports de pouvoirs inégalitaires lors de relations sexuelles. L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact des inégalités de pouvoir sur la pratique contraceptive chez les jeunes filles scolarisées à Abidjan. Cette étude de type mixte, a été menée auprès de 183 jeunes filles scolarisées, inscrites au secondaire et sexuellement actives, sélectionnées au moyen de techniques d'échantillonnage par boule de neige et volontaire dans la commune de Yopougon. Les résultats de cette étude ont permis d'identifier les sources de domination des partenaires sexuels, il s'agit principalement : du matériel, de l'argent et des sentiments. L'analyse a montré que la domination procède par la négociation, la manipulation, le chantage et les menaces verbales et physiques.

Mots-clé : contraception, jeune fille, rapport de pouvoir, sexualité.

Abstract: The persistence of pregnancy during school is one of the major causes of young girls school dropout. This situation could have been prevented if young girls with an active sex life used contraception regularly and appropriately. Most often they are have sex without any the power of decision. They are often victims of unequal power relations during sexual relations. The purpose of this study is to analyze the impact of power inequalities on contraceptive practice among young girls attending school in Abidjan. This mixed-type study was conducted among 183 school-going girls, enrolled in secondary school and sexually active, selected by means of snowball and voluntary sampling techniques in the council of Yopougon. The results of this study have identified the sources of domination of sexual partners such as material, money and feelings. The analysis showed that domination proceeds through negotiation, manipulation, blackmail and verbal and physical threats.

Keywords: contraception, young girl, power relationship, sexuality.

Introduction

En Côte d'Ivoire, ces dernières années, la santé sexuelle et reproductive des jeunes filles en milieu scolaire reste une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics. Plusieurs cas de grossesses précoces sont enregistrés chaque année chez des jeunes filles au cours de leur scolarité. Les analyses statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation pour les années académiques 2012-2013, 2016-2017, 2021-2022 et 2023-2024 indiquent respectivement 5076, 4276, 5833 et 4137 cas de grossesses en cours de

scolarité pour tous les ordres d'enseignement (primaire, secondaire général et technique). Ces données montrent que le phénomène de grossesse est une réalité qui perdure en milieu scolaire (Sey, 2021, p. 56). Le phénomène de grossesses précoces en cours de scolarité touche davantage les filles âgées de moins de 18 ans (MEN, 2015, p. 17 ; Isimat-Mirin, 2021, p. 36).

La survenue d'une grossesse scolaire entraîne des conséquences à la fois psychologiques, physiques, sanitaires, scolaires, sociales et économiques (UNFPA, 2013, p. 7). C'est une période d'angoisse et de stress pour la jeune fille qui se trouve dans un dilemme, soit garder la grossesse jusqu'à son terme, soit pratiquer un avortement pour poursuivre ses études. Elle présente un risque sanitaire pour la mère et pour l'enfant, surtout quand elle n'a pas encore achevé son développement physiologique et physique (Yakam, 2009, p. 20). La grossesse en cours de scolarité est souvent source d'interruption momentanée ou définitive du cursus scolaire. Elle contribue à la limitation d'accès à des niveaux d'instruction élevés et à des perspectives d'avenir radieux, notamment celles de trouver un emploi stable et bien rémunéré pour de nombreuses jeunes filles. Cette situation est de nature, non seulement, à constituer une énorme perte pour les parents mais aussi pour l'État au regard des investissements réalisés en matière d'éducation. Les grossesses en cours de scolarité sont à l'origine des difficultés de maintien des filles dans le cursus scolaire (Akindès, 2016, p. 24)

Au regard des conséquences dramatiques de la grossesse précoce chez les filles, un consensus se dégage sur la nécessité de conduire des actions de prévention pour faire face à ce fléau (Kouadio et Yao, 2018, p. 238). Ainsi, pour réduire les risques de grossesses en cours de scolarité, plusieurs stratégies de prévention sont recommandées et se concentrent principalement sur trois aspects : (i) l'optimisation de l'accès à l'éducation/l'information pour les jeunes et les élèves, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, (ii) l'accès aux services adaptés aux besoins des jeunes, (iii) mais aussi la punition effective des auteurs des grossesses (UNFPA, 2013, p. 7).

Dans cette perspective, l'État de Côte d'Ivoire a mis un accent sur les programmes d'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires, comme le recommande les institutions internationales comme l'UNESCO. Le but visé est d'assurer une promotion de la santé des jeunes à travers une éducation complète à la sexualité (UNESCO, 2010, p. 11). Cette forme d'éducation apparaît comme « un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme d'études qui porte sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité » (OMS, 2019, p. 5). Elle met l'accent sur l'information et l'éducation à la santé sexuelle dans une optique d'amélioration du niveau de connaissance et de l'évolution des attitudes et des comportements en matière de sexualité. Ainsi, elle est de nature à permettre aux jeunes d'être plus autonomes et d'établir des relations sociales et sexuelles plus responsables (Yao et Goin Bi, 2019, p. 47). Par ailleurs, depuis 2013, le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) a fait de la lutte contre les grossesses précoces l'une de ses priorités. Bénéficiant de l'appui technique et financier de l'UNFPA, un « Plan accéléré de réduction des grossesses à l'école » pour deux années expérimentales (2013-2015) a été mis en route par le gouvernement ivoirien. Dans ce cadre, une « Campagne zéro grossesse à l'école » a été initiée en 2014 pour soutenir l'exécution dudit plan (Akindès, 2016, p. 11). Cette campagne combinant plusieurs aspects, notamment l'éducation sexuelle complète et l'accès à la contraception, a permis d'enregistrer des avancées significatives.

En dépit de toutes les actions menées, le nombre de grossesses en cours de scolarité est encore important comme l'indique les statistiques du MENA cité plus haut. La persistance de ce fléau en milieu scolaire malgré les actions menées est la conséquence directe de la précocité et des comportements sexuels à risque adoptés par les jeunes filles (OCDE, 2017, p. 103). Leur initiation à la sexualité se fait de plus en plus tôt. L'enquête à indicateurs multiples réalisée en 2016 en Côte d'Ivoire, indique que la majorité des filles (56,7%) âgées de 15 à 19 ans avait déjà eu leurs premières expériences sexuelles. Cette précocité sexuelle chez les adolescentes se

caractérise par des rapports sexuels non protégés et avec de multiples partenaires sexuels (Centre de développement de l'OCDE, 2017, p. 103).

Le développement de la précocité de l'activité sexuelle et le comportement sexuel à risque qu'adoptent les jeunes filles interviennent dans un contexte socio-économique défavorable. Avec le processus d'urbanisation accélérée et de mutations culturelles, on assiste à une dépravation des mœurs qui résultent le plus souvent d'un véritable conflit entre valeurs (culturelles, religieuses et traditionnelles) et celles véhiculées par la civilisation occidentale à travers les médias (Kanati et al, 2020, p. 187). De plus, la situation de crise économique généralisée, que connaît la plupart des pays en développement, a accentué la situation de pauvreté au niveau des familles. Les parents n'arrivent pas à satisfaire convenablement les besoins de leurs enfants. Les jeunes filles, au regard de la situation de précarité sont tentées de trouver d'autres voies pour se procurer suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins. La sexualité précoce en contrepartie de faveurs reste dans la plupart des cas l'alternative qu'elles choisissent (Kouadio et al, 2018, p. 238).

Dans un tel contexte où rester chaste et s'abstenir sexuellement deviennent un défi majeur, l'utilisation du préservatif ou d'autres contraceptifs restent l'une des meilleures alternatives pour les jeunes filles qui sont sexuellement actives. Une utilisation régulière et convenable du préservatif ou d'autres méthodes contraceptives est indispensable pour les jeunes filles. Elle permet de prévenir tous risques de grossesse en cours de scolarité. D'après les données disponibles, l'emploi de la contraception chez les jeunes filles demeure faible. Les statistiques de l'Enquête Démographique et de Santé de la Côte d'Ivoire réalisée en 2021 indiquent que, seulement 10,0 % des jeunes filles de 15 à 19 ans utilisaient une méthode contraceptive. 9,6 % avaient recours à des méthodes modernes et 0,5 % à des méthodes traditionnelles (Institut National de la Statistique et al., 2022, p. 13). Selon la même source, les méthodes modernes les plus couramment utilisées par les jeunes filles sont l'implant, le condom et la pilule.

Bien que la pratique contraceptive soit en priorité le fait de la jeune fille, elle est aussi de la responsabilité du ou des partenaires sexuels. Dans la plupart des cas, les jeunes filles entretiennent des relations sexuelles, soit avec des partenaires plus âgées, soit avec des partenaires qui ont une situation financière plus stable, de qui elles dépendent (Kobelembe, 2010, p75). Elles se retrouvent le plus souvent dans des relations où elles n'ont pas toujours le pouvoir de décision. Elles sont souvent victimes de rapports de pouvoirs inégalitaires. Ainsi, Bourdieu (1998, p 47) montre, par le biais de l'analyse des relations de pouvoir associées au genre dans les interactions personnelles, que les rapports entre les sexes sont influencés par une domination masculine qui est acceptée et renforcée par des institutions telles que la famille et l'école. Cette dynamique entraîne une violence symbolique à l'égard des femmes et des filles, limitant leur autonomie, surtout en ce qui concerne les choix liés à leur sexualité. Les normes et structures sociales influencent le comportement des femmes et des filles, les poussant à adopter une posture de soumission et à se trouver dans une position subordonnée lors des négociations privées. Dans sa recherche sur les dynamiques de discussion autour de l'utilisation du préservatif chez les jeunes femmes en France pendant l'épidémie de VIH/sida, Bozon, M. (2006, p 112) souligne que, même si elles sont conscientes des risques, ces jeunes femmes peinent à faire accepter l'utilisation du préservatif. Cette difficulté à négocier le préservatif chez les femmes s'explique par l'existence de rapports de pouvoir inégaux.

La présente étude a pour objectif d'analyser l'impact des inégalités de pouvoir sur la pratique contraceptive chez les jeunes filles scolarisées à Abidjan.

1. Méthodes

Cette recherche a été réalisée dans le district d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, plus spécifiquement dans la commune de Yopougon dans le mois d'Août 2024. Plusieurs éléments

interdépendants justifient le choix de cette commune pour mener une étude sur les pratiques contraceptives et les relations de pouvoir asymétriques chez les jeunes filles scolarisées, qu'il s'agisse d'aspects démographiques, éducatifs ou socio-économiques. Yopougon se distingue par une densité démographique élevée et un rôle éducatif significatif. Selon le Recensement Générale de la Population et de l'Habitat de 2021, Yopougon est la commune la plus habitée d'Abidjan et de Côte d'Ivoire (1 571 065 résidents), avec un pourcentage important de jeunes (plus de 60 % de la population est âgée de moins de 25 ans). Cela illustre une dynamique démographique significative.

Elle abrite cinq lycées publics et 217 établissements secondaires privés (DRENA Abidjan 3, 2024), accueillant un grand nombre d'élèves issus de divers milieux socio-économiques. L'analyse des enjeux de rapports de pouvoir genrés influençant l'usage de la contraception est pertinente pour les jeunes filles scolarisées, qui représentent un public approprié. L'existence simultanée de zones populaires, généralement moins favorisées, et de zones plus privilégiées présente une diversité socio-économique et culturelle, avec des jeunes extrêmement variés en termes de milieu social, économique et confessionnel.

Par ailleurs, la commune affiche une dynamique citadine marquée par l'existence de multiples établissements de consommation d'alcool témoignant d'un environnement où les tensions sociales, particulièrement masculines, et les relations de domination peuvent se manifester à divers échelons. Cette variété complexe est perçue comme un contexte social propice à l'apparition de comportements sexuels à risque, et permet d'examiner les expériences et les relations entre conditions sociales, inégalités de pouvoir, et méthodes contraceptives chez les adolescentes scolarisées.

Cette étude vise principalement les jeunes filles en milieu scolaire pour examiner des questions liées à leur sexualité, un thème sensible et souvent tabou, surtout lorsqu'il s'agit de filles qui sont parfois mineures. Dans un premier temps, nous avons opté pour un échantillonnage par convenance. Par la suite, nous avons demandé aux filles volontaires de nous orienter vers d'autres filles susceptibles de répondre. La sélection de ces filles se base sur les méthodes d'échantillonnage volontaire et par boule de neige. Sans aller dans une école précise, nous avons posé des questions aux filles là où elles résident. Les critères principaux d'inclusion sont : être élève dans un établissement de la commune de Yopougon et être sexuellement active. De ce fait, l'étude a impliqué des jeunes filles de 13 à 21 ans inscrits au niveau secondaire (cycle initial et cycle supérieur). Il s'agit d'une étude de nature mixte. L'information a été recueillie grâce à un questionnaire et à un guide d'entretien. Concernant l'enquête par questionnaire, 183 filles ont renseigné les questionnaires. Des entretiens ont été conduits avec 20 jeunes filles du cycle secondaire, majeures, toutes âgées d'au moins 18 ans.

Le tableau suivant indique la répartition des élèves enquêtés selon le cycle d'étude.

	Niveau d'instruction		
	Secondaire premier cycle	Secondaire Second cycle	Total
Filles	54	129	183

Tableau 1. Répartition des filles enquêtées selon le niveau d'instruction (Source : données de l'enquête - Août 2024).

Les données quantitatives ont fait l'objet de traitements statistiques descriptifs à l'aide du logiciel SPSS. Le traitement des données qualitatives s'est fait manuellement. A travers une analyse de contenu, nous avons pu relever les éléments permettant de cerner les aspects significatifs en rapport avec les thématiques abordées.

2. Résultats

2.1. Profil socio-démographique des enquêtés

Age des jeunes filles enquêtées		
Minimum	Maximum	Moyenne
13	21	17,16
Age des partenaires sexuels		
Minimum	Maximum	Moyenne
15	42	22,52
Niveau d'instruction des jeunes filles enquêtées		
Secondaire premier cycle	Secondaire Second cycle	Total
29,5%	70,5%	100,0%

Tableau 2. Age et niveau d'instruction des jeunes filles et de leurs partenaires sexuels (Source : données de l'enquête - Août 2024).

Le tableau 2 présente la répartition des enquêtées selon l'âge et le niveau d'instruction. La distribution selon l'âge indique que les jeunes filles enquêtées ont une sexualité précoce. L'âge oscille entre 13 et 21 ans, avec une moyenne de 17,16 qui reste inférieure à la majorité admise (18 ans). Pour ce qui est des partenaires sexuels, les résultats montrent que l'âge se situe entre 15 ans et 42 ans. Avec une moyenne d'âge située à 22,52, il est possible d'indiquer que, dans l'ensemble, les jeunes filles ont des préférences pour des partenaires sexuels majeurs.

Du point de vue de niveau scolaire, on note que les jeunes filles inscrites au second cycle secondaire constituent la proportion la plus importante des enquêtées (70,5%). Elles constituent la catégorie de filles sexuellement actives la plus favorable à prendre part à la présente étude comparativement à celle qui du premier cycle secondaire qui dans l'ensemble, était moins à l'aise avec le sujet abordé.

2.2. Déterminants du choix du partenaire sexuel par les jeunes filles

Deux critères essentiels sont déterminants dans le choix de partenaires sexuels par les enquêtées. Il s'agit de l'âge et la situation socioprofessionnelle.

	Effectif	Pourcentage
Élèves/Étudiants	107	58,47%
Opérateurs du secteur informel	61	33,33%
Opérateurs du secteur formel	11	6,01%
Chômeurs	4	2,19%
Total	183	100,0%

Tableau 3. Répartition des enquêtées selon la situation socioprofessionnelle des partenaires sexuels (Source : données de l'enquête - Août 2024).

Au plan socioprofessionnel, les partenaires sexuels des filles se retrouvent par ordre d'importance parmi les élèves/étudiants (58,47%), les hommes exerçant dans le secteur informel (33,33%) suivi de loin par ceux du secteur formel (6,01%). De façon marginale, on note très peu de chômeurs (2,19%) parmi les partenaires sexuels des enquêtées.

L'orientation majoritaire des jeunes filles vers les élèves ou étudiants en tant que partenaires sexuels pourrait être attribuée à des facteurs de nature sociale, psychologique et contextuelle. Provenant tous du même cadre éducatif (élèves, étudiants), la proximité géographique et les habitudes communes (horaires de cours, activités périscolaires, trajets partagés, etc.) favorisent les rencontres et les échanges quotidiens, générant ainsi des opportunités de sociabilité. Par ailleurs, dans les milieux adolescents, les relations interpersonnelles sont généralement appréciées pour leur capacité à satisfaire des besoins de similarité, d'appartenance, de reconnaissance sociale et d'adhésion aux normes du groupe de pairs. La catégorie du secteur informel prend en compte les personnes exerçant une gamme variée de métiers ; il s'agit des mécaniciens, des maçons, des apprentis "gbaka", des commerçants, etc. Par la nature de leurs activités, les acteurs de cette catégorie ont l'avantage de manipuler régulièrement de l'argent. Ils sont susceptibles de répondre favorablement aux besoins des jeunes filles qui sollicitent leurs soutiens financiers.

Selon les données de l'enquête qualitative, l'intérêt pour le partenaire en fonction de sa situation socioprofessionnelle se justifie par l'appréciation de ce que les filles peuvent tirer de la relation en termes de gains financiers et/ou matériels. Les propos ci-dessous des enquêtées illustrent bien cette analyse.

[...] Avant, on faisait quelques choses avec amour. [...] Maintenant là, si tu n'as rien, je ne fais rien avec toi. (Enquêtée, 21 ans, classe de T^{le})
Moi je préfère les gens qui se débrouillent un peu là. [...] Des gens comme les gérants de cabine comme ça là, voilà. [...] Eux, au moins là, ils te donnent l'argent de temps en temps pour te défendre. [...] Mais les gens qui travaillent dans bureau là, quand tu parles d'argent, il te dit il faut attendre à la fin du mois. [...] leur argent ne sort pas comme ça là dèh [...]. (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le})

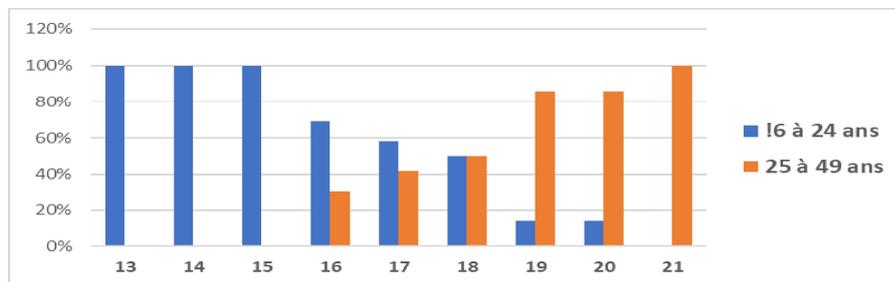


Figure 1. Age des filles et préférence en termes d'âge de leurs partenaires sexuels (Source : données de l'enquête - Août 2024).

La figure 1 nous indique l'évolution des préférences des enquêtées pour les hommes en termes d'âge. De façon générale, on note une distribution presque proportionnelle des enquêtées. 54,1% préfère entretenir des rapports sexuels avec des jeunes âgés de 16 à 24 ans contre 45,9% qui sont attirées par des personnes adulte (25-49 ans). Plus les filles évoluent en âge, elles sont intéressées par des hommes un peu plus âgés. Les filles dont l'âge se situe entre 13 et 15 ont tendance à entretenir des relations avec des partenaires sensiblement de même âge. La rupture s'opère à l'âge de 16 ans. A partir de ce niveau, plus elles grandissent en âge, plus elles s'intéressent à des hommes dont l'âge reste un peu plus élevé. A partir de cet âge, la volonté des filles à s'intéresser à des personnes plus matures se justifie par l'idée qu'elles se font des partenaires sexuels en termes de comportement. Elles estiment que, du fait de leur manque de maturité, les jeunes ont une propension à se concentrer sur la sexualité. Ils se comportent de façon irresponsable et ont tendance à voir les filles comme des objets sexuels. Cependant, les hommes plus âgés ont le savoir-faire nécessaire pour s'occuper des femmes et,

grâce à leur expérience, ils sont capables de donner des conseils. Elles sont à la recherche de modèles paternels ou de frères aînés dans la relation qui pourraient leur apporter un appui moral. Cette appréciation s'appuie sur des expériences vécues ou racontées par certains proches.

[...] les jeunes là, ils se comportent comme des gamins. [...] ils n'ont rien dans la tête et puis ils ne respectent pas les filles. [...] ils sortent avec toi, quand, ils ont eu ce qu'ils cherchent là et puis ils te jettent. (Enquêtée, 19 ans, classe de 1^{ère})

Moi, mes grandes sœurs m'ont dit de ne pas sortir avec les jeunes là. [...] elles préfèrent les hommes qui sont matures. [...] elles disent que, eux au moins là, ils s'occupent de femme, et puis quand tu fais quelque chose qui n'est pas bien là, ils te donnent des conseils. (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le})

L'analyse de propos d'enquêtées ci-dessous montre que l'appréciation du comportement est de nature à provoquer le développement de sentiments amoureux chez la fille. Plus le partenaire est généreux et attentionné, plus la fille est susceptible de tomber amoureuse et de répondre à ses désirs. D'autres par contre, tombent amoureuses d'un homme, par coup de foudre, tout en se souciant peu du comportement et de ce qu'elles tirent de la relation. Dans les deux cas de figure, les sentiments éprouvés à l'égard du ou des partenaires justifient la difficulté de les résister et de répondre favorablement à leurs désirs.

[...] Il y a des gens que tu croises et ils ne te plaisent pas au début. [...] Comme ils veulent de toi, ils te font des petits cadeaux, ils sont gentils avec toi, ils t'appellent souvent. [...] Un peu, un peu là, tu ne vois pas ça venir hein, un coup tu vois que tu es sorti avec lui parce que tu es fan. (Enquêtée, 19 ans, classe de 1^{ère})

[...] y a des garçons là, une fois tu les vois net là, tu es fan. Et quand c'est comme ça, tu es prête à tout pour sortir avec lui parce que c'est ton genre [...]. (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le})

2.3. Répartition du nombre de partenaires sexuels chez les filles

Nombre de partenaires sexuels	Effectif	Pourcentage
1	23	12,57%
2	126	68,85%
3	23	12,57%
4	11	6,01%
Total	183	100%

Tableau 4. Nombre de partenaires sexuels (Source : données de l'enquête - Août 2024).

A la lecture de ce tableau 4, il ressort que dans l'ensemble, des enquêtées ont eu des rapports sexuels avec de multiples partenaires au cours des trois derniers mois qui ont précédé l'enquête. La majorité des filles interrogées (87,43%) reconnaît avoir eu des rapports sexuels avec au moins 2 partenaires sexuels au cours des trois derniers mois qui ont précédé l'enquête.

Raisons du choix du partenaires sexuels	Pourcentage
Recherche du bon partenaire en termes de comportement	41,0%
Recherche de matériels et de moyens financiers	37,7%
Recherche du plaisir	11,5%
Recherche du bon partenaire en termes de comportement et du plaisir	3,3%
Recherche de matériels et de moyens financiers et du plaisir	6,5%
Total	100%

Tableau 5. Motifs du choix de multiples partenaires sexuels (Source : données de l'enquête- Août 2024)

Plusieurs motifs sont évoqués par les filles pour justifier leurs décisions de faire du sexe avec de multiples partenaires sexuels. Selon les motifs avancés, par ordre d'importance, elles sont à la recherche d'un bon partenaire en termes de comportement (41,0%), de matériels et de moyens financiers (37,7%) et de plaisir (11,5%) dans une moindre mesure. Dans cette logique, les sentiments éprouvés sont moins déterminants pour les filles lorsqu'on s'en tient aux propos d'une enquêtée qui affirme ce qui suit : « [...] à l'heure-là, on va faire quoi avec sentiment. [...] on se cherche hein [...] » (Enquêtée, 21 ans, classe de T^{1e})

2.4. Sollicitations par les partenaires sexuels pour des rapports non protégés

		Pourcentage
Sollicitations par un partenaires sexuels pour des rapports non protégés	Oui	68,3%
	Non	31,7%
Fréquence des sollicitations pour des rapports non protégés	Souvent	72,7%
	Rarement	16,9%
	A chaque rapport sexuel	10,4%
Total		100%

Tableau 6. Sollicitation par un partenaire sexuel pour des rapports non protégés au moment de l'acte sexuel (Source : données de l'enquête - Août 2024)

L'analyse du tableau 6 montre qu'au cours des trois derniers mois précédant l'enquête, des jeunes filles ont été sollicitées par leur partenaire pour des rapports sexuels non protégés. Parmi celles qui ont fait l'objet de sollicitation au cours des trois derniers mois qui ont précédé l'enquête, environ 7 filles sur 10 (68,3%) admettent qu'elles ont été sollicitées pour des rapports non protégés. La lecture du tableau montre le niveau de risque auquel les jeunes filles sont exposées. Elles sont régulièrement sollicitées par les hommes. Une analyse de la fréquence pour les filles concernées montre par ordre d'importance que 72,7% enquêtées l'ont été souvent, 10,4% à chaque rapport sexuel contre 16,9% qui l'ont été rarement.

2.5. Stratégies employées par les partenaires sexuels pour inciter les filles à avoir des rapports sexuels non protégés

Diverses approches sont utilisées par des hommes pour emmener les filles à accepter leur désir d'avoir des rapports non protégés. D'entrée de jeu, cette sollicitation ne fait pas l'objet d'informations de la part du partenaire de sorte à susciter des échanges à l'avance avant de s'engager dans les ébats sexuels. Dans la plupart des cas, les filles sont mises devant le fait accompli par les partenaires. Elles sont prises de court et réalisent l'intention du partenaire (rapports sexuels non protégés) qu'au moment de la pénétration sexuelle. Du fait de leur jeune âge et leur manque d'expérience, elles ne sont pas toujours préparées pour gérer cette situation et se trouvent souvent coincées dans un piège dont il leur est difficile de s'échapper.

Des propos d'enquêtées laissent croire que cette approche est une stratégie savamment menée par des hommes pour assouvir leur désir sexuel. Ils exploitent leur manque d'expérience et l'enthousiasme (excitation) des filles pour les contraindre à avoir des relations sexuelles non protégées. C'est ce qui se dégage des déclarations de certains participants à l'enquête.

[...] les garçons là, ils ne sont pas bien, quand vous êtes là, ils ne te disent rien hein. Quand vous arrivez là-bas, ils font exprès de te toucher, toucher. Quand tu es bien excité là, c'est là

tu te rends compte qu'il n'a pas de préservatif sur lui. [...] Bon quand c'est comme ça là, toi la fille tu peux faire quoi ? donc ils en profitent. (Enquêtée, 19 ans, classe 1^{ère})
[...] Moi je pense qu'ils font exprès. [...] Quand c'est comme ça là, quand il t'invite, il te pousse à prendre de l'alcool parce qu'il va faire de vilaines choses après. [...] moi depuis qu'un garçon m'a fait ça et j'ai été dans problème, maintenant moi-même je sors avec des préservatifs, quand un garçon m'invite. [...] Si on s'en va, s'il n'a pas moi je lui en donne. (Enquêtée, 21 ans, classe T^{le})

La proposition des hommes d'avoir des rapports non protégés n'est pas toujours à la convenance de certaines filles. Lorsqu'il arrive que des filles s'opposent à cette proposition pendant les rapports sexuels, cela ne rencontre pas l'assentiment des hommes. Ils deviennent nerveux et essayent par tous les moyens d'atteindre leur objectif. C'est ce qui ressort des propos de cette enquêtée : « Oui, des garçons m'ont déjà proposé ça. [...] quand il te demande de faire ça sans préservatif et puis tu dis tu ne veux pas là, il se fâche. Y a d'autres qui commencent à crier, crier sur toi. Des choses comme ça » (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le}).

En cas de refus des filles, les partenaires sexuels n'adoptent pas tous la même réaction. Certains se montrent compréhensifs, abandonnent leur idée et adoptent des comportements plus responsables en utilisant le préservatif. D'autres, par contre se montrent plus insistant en adoptant diverses approches. Le figure 2 nous indique que le chantage émotionnel reste la principale arme utilisée par les hommes.

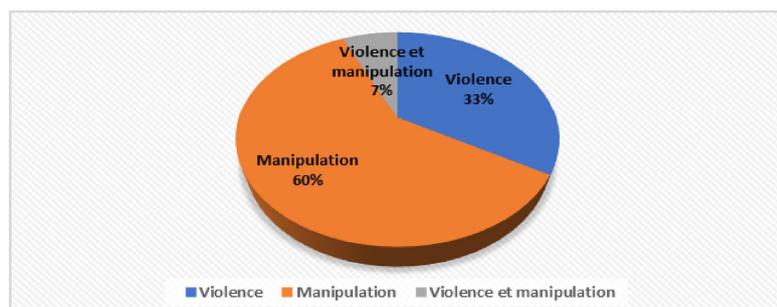


Figure 2. Moyens utilisés pour des rapports non protégés (Source : données de l'enquête - Août 2024).

L'approche par le chantage émotionnel adoptée par des hommes pour obtenir tout ce qu'ils souhaitent sur le plan sexuel peut prendre diverses formes. Selon les enquêtées, dans la plupart des cas, ils ont recours au chantage affectif, à la violence physique ou psychologique, à la menace, etc. souvent par crainte de perdre des avantages en nature (matériels, argent) elles se soumettent aux désirs du partenaire.

Mon chéri là, il aime me demander de faire l'amour sans capote. Y a des fois je refuse. [...] Et quand je refuse, comme il sait que je l'aime là, il me dit si je ne veux pas faire il va me laisser. [...] On fait un peu palabre et après j'accepte. Je ne veux pas qu'il me laisse pour une autre fille. (Enquêtée, 21 ans, classe de T^{le})
[...] Un jour, mon ex m'a frappé à cause de cela. [...] il voulait faire sans préservatif ; et comme j'ai refusé à cause de ma mauvaise période, il a commencé à me taper, taper dans la chambre. Donc, on a fait. [...] le lendemain, j'ai pris pilule de lendemain. [...] Après ça on s'est séparé parce que moi je n'aime pas les trucs comme ça. (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le})
Les choses ne sont pas faciles oh. [...] ce n'est pas tout ce que ton homme te demande que tu dois accepter. [...] Moi c'est le monsieur avec qui je sors actuellement qui me donne de l'argent pour mes besoins. S'il me demande de faire cela, je vais accepter pour ne pas qu'il se fâche et après il ne me donne plus ce que je lui demande. (Enquêtée, 21 ans, classe de T^{le})

L'analyse de ces propos montre que plusieurs filles se retrouvent embarquées dans des aventures sexuelles sans qu'elles ne puissent se défendre pour leur bien-être. Elles se retrouvent dans la plupart des cas manipulées par des partenaires sexuels.

2.6. Attitudes des filles face à une demande de rapports non protégés

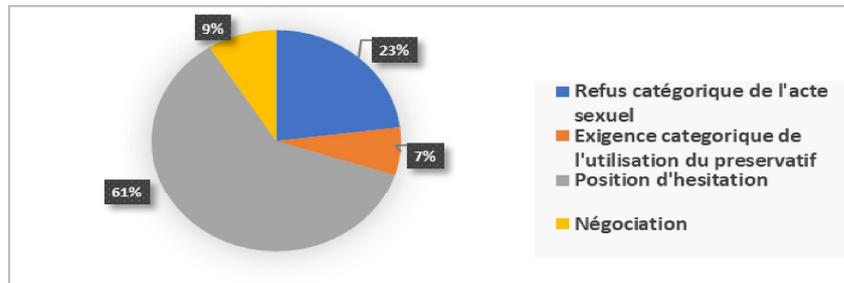


Figure 3. Attitudes des filles face à une demande de rapports non protégés par un partenaire sexuel (Source : données de l'enquête - Août 2024).

Face une sollicitation pour des rapports sexuels non protégés, les filles n'adoptent toutes pas les mêmes attitudes. La majorité des enquêtées (61%) est dans une position d'hésitation. Une attitude qui les fragile et qui les rend plus vulnérable. D'autres, par contre, ont le réflexe de négocier (9%). Seulement 30% adoptent une position plus courageuse et responsable qui consiste soit à adopter une position catégorique, le refus catégorique de l'acte sexuel (23%), soit imposer à l'homme le port d'un préservatif (7%).

2.7. Pratique de rapports sexuels non protégés par les jeunes filles

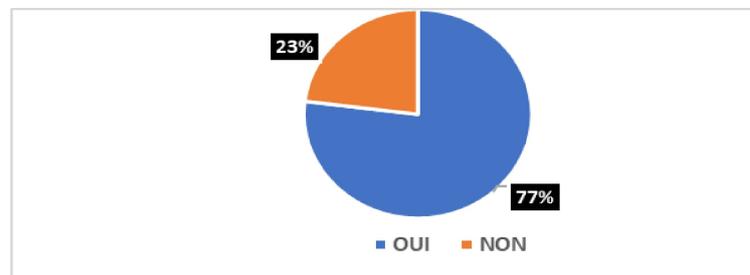


Figure 4. Rapports sexuels non protégés au cours des trois derniers mois précédant l'enquête (Source : données de l'enquête - Août 2024).

La figure 4 indique qu'au cours des trois mois précédant l'enquête, la majorité des enquêtées a pris au moins une fois le risque d'avoir des rapports non protégés avec un partenaire sexuel. Bien qu'elles soient nombreuses, au début, à être hésitantes, elles finissent par répondre favorablement à la sollicitation des partenaires. Environ 8 filles sur 10 reconnaissent avoir eu des rapports non protégés au cours des trois derniers mois précédant l'enquête.

Plusieurs raisons justifient l'acceptation et la soumission des filles aux désirs sexuels des hommes. Pour l'essentiel, on note que les filles acceptent des rapports non protégés à la suite de la demande des hommes pour diverses raisons : par amour (66%), pour le plaisir (22%), pour le matériels/argent (12%).

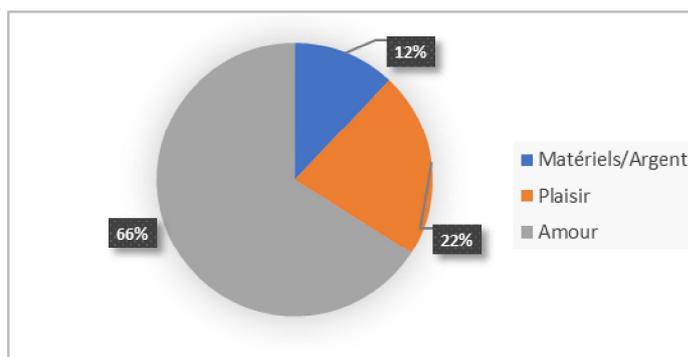


Figure 5. Raisons de l'acceptation de rapports non protégés par les jeunes filles (Source : données de l'enquête - Août 2024).

Des propos recueillis montrent qu'il existe une certaine prise de consciences chez des filles pour ce qui est des risques encourus à la suite de rapports sexuels non protégés. Mais en comparaison de ce qu'elles peuvent perdre en retour en cas de refus, elles finissent par se laisser aller.

[...] Ah, on va fait comment, je sais que je peux tomber enceinte. [...] Mais quand on est avancé et puis il veut faire sans préservatif là, à cause du plaisir, je ne peux rien dire et je fais [...] Quand c'est comme ça, je prends pilule de lendemain quand je sais que je suis dans ma mauvaise période. (Enquêtée, 19 ans, classe de 1^{ère})

[...] Au début on prenait des capotes. [...] Mais maintenant là, on a duré ensemble, [...] J'accepte de faire l'amour avec mon chéri parce que je l'aime et j'ai confiance en lui. (Enquêtée, 20 ans, classe de T^{le})

3. Discussion

Les résultats montrent que les filles inscrites au secondaire ont une activité sexuelle avant leur majorité (18 ans).

Dans une étude menée au Togo, Segbedji et al (2016, p. 85) indiquent que l'âge moyen du premier rapport sexuel est de 15, 6 ans chez les filles. A Bamako, Diarra et al (2014, p. 42) constatent que les premiers rapports sexuels chez les filles interviennent autour de l'âge de 15 ans. À 17 ans, 88% des filles ont déjà changé de partenaire dans l'année de l'enquête. A l'instar des filles d'Abidjan, ces auteurs observent comme nous que les jeunes filles au Togo et au Mali ont une initiation sexuelle précoce.

La majorité des filles sexuellement actives adoptent des comportements à risque lors des rapports sexuels. Au Nigeria, une enquête auprès des élèves filles du secondaire montre que 16,2% d'entre elles ont eu recours au préservatif. Au Togo, seuls 7,1% des élèves avaient utilisé le préservatif lors du dernier rapport sexuel (Segbedji et al, 2016, p. 88).

Différents facteurs expliquent cette prise de risque. Dans le cas de collégiennes et lycéennes d'Abidjan, nos résultats évoquent un rapport inégalitaire entre elles et leurs partenaires sexuels. Ceux-ci exercent sur elles des pressions aussi bien financières que sentimentales pour obtenir des rapports sexuels non protégés. Sur le plan financier, Ntirampeba et De Sutter (2017, pp 228-235) postulent que l'argent est un puissant moyen pour convaincre d'accepter les rapports sexuels non protégés. Kobelembe (2005, pp 65-97) au cours de son enquête en République Centrafricaine indique que les jeunes filles ont plusieurs partenaires afin de satisfaire leurs besoins financiers. Cette monétarisation des rapports sexuels se fait non seulement avec des partenaires plus âgés et plus riches (relations du type « sugar dadies » ou encore « sponsors ») mais aussi avec leurs jeunes copains de qui elles exigent des faveurs similaires en échange de relations sexuelles. Au Togo, Segbedji et al, (2016, p. 89) observent

que s'engager dans une relation sexuelle résulterait d'une décision rationnelle visant à rechercher un soutien d'ordre économique. C'est ainsi que les jeunes filles pourraient entretenir des rapports sexuels avec les hommes afin d'acquérir de l'argent, des présents ou diverses autres faveurs en vue de subvenir à leurs besoins. Akindès (2016, p. 15), dans le cas de la Côte d'Ivoire fait un constat similaire, dans une enquête nationale, et parvient à montrer que les élèves filles du secondaire sont dépendantes financièrement de leurs partenaires sexuels. Cette dépendance constitue pour elles un facteur important de vulnérabilité dans la décision du port de préservatif lors des rapports sexuels. Cette dépendance économique enlève aux jeunes, qui en sont les victimes, le pouvoir d'exercer un contrôle sur les modalités du déroulement de l'acte sexuel. Ils peuvent ainsi être contraints à avoir des rapports sexuels non protégés, selon la volonté du partenaire qui exerce sa domination (Kobelembi, 2005, p. 76).

Les jeunes filles, dans un rapport de force déséquilibré, acceptent de subir la volonté de leurs partenaires. La conception africaine des rapports hommes-femmes met systématiquement l'homme au-dessus de la femme. Ce qui engendre des rapports inégalitaires entre les partenaires. Dans les négociations sur l'utilisation du préservatif, c'est la décision de l'homme qui est très souvent appliquée. La fille n'a souvent pas droit à la parole et les questions liées à la sexualité sont considérées comme du domaine masculin. Le pouvoir de négociation des méthodes contraceptives au sein du couple et les rapports de genre dans nos sociétés sont à la base de ce faible recours au préservatif chez la fille (Djangone, 1999, pp. 15-18). Cette domination masculine qui limite le pouvoir de décision des femmes, notamment dans les relations intimes s'inscrit, selon Bourdieu, dans les rapports sociaux et symboliques (Bourdieu, 1998, p. 47). Selon une étude qualitative menée par Coté et al. (2017, p. 90) auprès de jeunes confrontés à l'itinérance, il apparaît que les jeunes femmes acceptent fréquemment des rapports inégalitaires dans le but de garantir leur sécurité. Cette situation pourrait refléter les dynamiques de pouvoir inégalitaires dans les relations intimes, surtout lorsque la jeune fille cherche une forme de sécurité, en particulier financière, pour se prémunir contre des conditions de vie ardues.

Godeau et al (2008, pp. 176-182) démontrent que la prise de risque chez les adolescentes est liée à leur vulnérabilité économique et sociale et à la consommation de stupéfiants et à l'influence des pairs. Mazou (2014, pp. 115-128) montre dans le cas des élèves du secondaire à Bouaké (Côte d'Ivoire) que l'alcool, les amis, le mimétisme et la précipitation de l'acte sexuel sont à l'origine de la prise de risque. La recherche du plaisir intense explique dans certains cas la prise de risque. Certaines filles estiment que l'utilisation du préservatif réduit considérablement le plaisir. Le désir de vivre l'intense plaisir (extase) souvent associé au contact direct d'une relation sexuelle sans capote : « d'autres refusent le port du préservatif parce qu'il empêche de sentir le vif plaisir du contact direct » ont déclaré les adolescents (Kobelembi, 2005, p. 86).

Conclusion

La présente étude avait pour objectif de comprendre les rapports de pouvoir dans les pratiques contraceptives des jeunes filles scolarisées dans la ville d'Abidjan. Dans leur pratique sexuelle, elles sont très souvent sollicitées par leurs partenaires pour des rapports non protégés. Pour convaincre les jeunes filles à accepter des relations non protégées leurs partenaires ont recours au chantage émotionnel. Le comportement sexuel à risque observé chez les filles scolarisées à Abidjan est par conséquent tributaire d'un rapport de pouvoir entre elles et leurs partenaires. Le chantage émotionnel pour des pratiques sexuelles à risque, porte sur des facteurs socioéconomiques, matériels et des pesanteurs culturelles. Ainsi, bien qu'étant conscientes des risques encourus lors de rapports sexuels non protégés, elles n'ont pas le pouvoir de décision. Les vulnérabilités émotionnelle et économique inhibent la capacité décisionnelle des jeunes filles scolarisées. L'éducation à la sexualité et la connaissance des

risques ne sont donc pas suffisantes pour garantir des rapports sexuels protégés. Une étude longitudinale mérite d'être conduite pour mesurer plus précisément l'impact sur une durée plus longue des rapports de pouvoir sur les pratiques contraceptives des jeunes filles.

Références bibliographiques

- Akindès, F. (2016). *Les grossesses en milieu scolaire en Côte d'Ivoire*, Ministère de l'éducation Nationale, Projet d'Urgence à l'Éducation de Base (PUAEB), Rapport final, Côte d'Ivoire, Abidjan.
- Centre de développement de l'OCDE (2017). *Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire*, Projet OCDE-UE Inclusion des jeunes, Paris.
- Côté, P.-B., Flynn, C., Blais, M., Manseau, H. & Fournier, É. (2017). L'itinérance comme vecteur de reproduction des rapports de genre inégalitaires : une analyse des relations intimes chez les jeunes. *Service social*, 63(2), 85-98. <https://doi.org/10.7202/1046501ar>. <https://www.erudit.org/fr/revues/ss/2017-v63-n2-ss03713/1046501ar.pdf> (Consulter le 25 Avril 2025).
- Diarra, S. Oumar, A. A. Keita, M. Y. Dembélé, J. P. Fofana, A. Diallo, A. & Dao, S. (2014). Planification familiale et IST/VIH : connaissances et pratiques des adolescents du lycée Monseigneur Luc Sangaré de Bamako, *Revue Malienne d'Infectiologie et de Microbiologie*, Tome 1, 34-42.
- Djangone A. M. R. (1999). *Relations de genre au sein du couple : et besoins satisfaits en matière de planification familiale en Côte d'Ivoire*, Mémoire de DESS, IFORD, Yaoundé, pp. 15-18.
- Godeau, E. Vignes, C. Duclos, M. Navarro, F. Cayla, F. & Grandjean, H. (2008) Facteurs associés à une initiation sexuelle précoce chez les filles : données françaises de l'enquête internationale, *Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)/OMS*, Gynécologie Obstétrique & Fertilité Volume 36 (2), 176-182.
- Institut national de la statistique-INS & ICF. (2022) *Enquête Démographique et de Santé de Côte d'Ivoire*, Rockville, Maryland, USA : INS/Côte d'Ivoire et ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/PR140/PR140.pdf> (Consulter le 05 mai 2025).
- Isimat-Mirin, P. M. (2021). Les grossesses en milieu scolaire en Afrique de l'Ouest et du Centre : les jeunes filles entre tradition et modernité. *Revue de l'Université de Moncton*, 52(2), 31-44. <https://doi.org/10.7202/1108450ar>. (Consulter le 05 mai 2025).
- Kanati, L., Tchagbele, A. et Gafo, S. (2020). Les facteurs associés à la sexualité précoce chez les adolescentes du premier cycle du secondaire dans la ville de Sokode au Togo. *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*, 3 (5), 173-190. <https://retssa-ci.com/pages/Numero5/KANATI/12-Tome-2.Retssa-Vol.3-N°5-Juin%202020.pdf>. (Consulter le 05 mai 2025).
- Kobelembi, F. (2005). Le comportement sexuel des adolescents à Bangui (RCA). *African Population Studies*, 20 (2), 65-97. <https://aps.journals.ac.za/pub/article/view/396/354> (Consulter le 22 février 2025).
- Kobelembi, F. (2010). Le comportement sexuel des adolescents à Bangui (RCA), *Etude de la population africaine*, 20(2). <https://www.bioline.org.br/pdf?ep05012>. (Consulter le 05 mai 2025).
- Kouadio, K. C. & Yao N. L. F. (2018). Regards croisés sur les déterminants des risques de survenue des grossesses précoces chez les jeunes filles dans la région d'akoupé. *Revue Africaine d'Anthropologie, NyansaPô*, 27, 235-259. https://www.revues-ufhb-ci.org/fichiers/FICHIR_ARTICLE_2404.pdf (Consulter le 22 février 2025).
- Mazou, G. H. (2014). Comportement sexuel a risque des jeunes scolarisés : une analyse des déterminants sociaux du non-usage du préservatif chez les élèves du lycée moderne II de Bouaké. *European Scientific Journal*, 10 (2), 115-128.

https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/2584/2445&ved=2ahUKewiZu-TD2rSMAXUpQ_EDHeefBgEQFnoECBYQAQ&usq=AOvVaw3Sbai1IVZlpBWW1VUQApsU (Consulter le 22 février 2025).

- Ministère de l'Éducation Nationale (2015). *Plan accéléré de réduction des grossesses à l'école (2013-2015) : campagne zéro grossesse à l'école en Côte d'Ivoire*, PROJET EVF/EmP /UNFPA/Cote d'Ivoire.
- Ntirampeba, E. & De Sutter, P. (2017). Les facteurs qui influencent la faible utilisation des préservatifs par la population sexuellement active du Burundi. *Sexologies*, 26 (4), 228-235.
- Oms, (2019). *Orientations sur les aspects éthiques à prendre en considération pour planifier et examiner des recherches sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents*, Genève, Organisation mondiale de la Santé (Consulter le 05 mai 2025).
- Segbedji, K. A. R., Djadou, K. E., T. Ouro, B., Azoumah, K. D., Geraldo, A., Agbeko, F. & Atakouma, Y. D. (2016). Santé sexuelle des adolescents collégiens : connaissances, attitudes et pratiques face aux risques des infections sexuellement transmissibles au nord-est de Lomé. *Revue du CAMES : Science de la santé*, 4 (2), 85- 89.
- Sey H.J. (2021). Campagne de Communication Zéro Grossesse À l'école et problématique du changement de comportements chez les élèves en matière de sexualité en Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, ESJ, 17(9), 54. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n9p54>. (Consulter le 05 mai 2025).
- Unesco, (2010). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : Une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé*. <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001832/183281f.pdf> (Consulter le 15 septembre 2024).
- Unfpa, (2013). *Étude sur les grossesses en milieu scolaire*, 70 p. https://burundi.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/RAPPORTFINALETUDEGROSSESSESENMIIEUSCOLAIREAUBURUNDI_0.pdf (Consulté le 13 juin 2024)
- Yakam, J. C. T. (2009). Santé reproductive des adolescents en Afrique : pour une approche globale. *Natures Sciences Sociétés*, 17, 18-28. <https://www.cairn.info/revue--2009-1-page-18.htm> (Consulté le 13 juin 2024)
- Yao, N. L. F. & Goin Bi Z. T. (2019). Regard des jeunes filles sur les programmes scolaires d'éducation à la sexualité en Côte d'Ivoire. *REKOSS, Revue Korhoolaise des Sciences Sociales*, 2 (3).